

## Méditerranée, frontière fermée aux migrations

Les drames de Lampedusa sont la conséquence de la logique sécuritaire au nom de laquelle on veut sceller la frontière entre le Nord développé et le Sud en voie de développement.

Xavier Aragall

Les récentes tragédies de l'île de Lampedusa et du nord du Niger sont connectées par le fait que la Méditerranée s'avère être une frontière migratoire : Lampedusa comme point de transit d'une route migratoire qui a souvent commencé à des milliers de kilomètres au Sud et qui est arrivée à la côte méditerranéenne suivant un trajet qui a poussé les personnes au bout de leurs forces ; la frontière entre le Niger et l'Algérie, comme étape d'une route migratoire qui profite de l'immensité du Sahara pour éviter les contrôles sur les flux migratoires.

Depuis 1993, selon l'observatoire des frontières Migregroup, 2 425 personnes auraient trouvé la mort dans le détroit de Gibraltar, tandis que dans la zone du détroit de Messine (Sicile), à Malte, à Lampedusa et sur la côte libyenne le chiffre s'élève à 6 000 morts. Les pays de l'Union européenne (UE) comme destination finale et ceux du Maghreb comme territoire de passage obligé des routes migratoires, doivent établir un agenda commun pour commencer à remédier à la situation.

Les initiatives multilatérales comme la Conférence euroafricaine sur la migration et le développement, ou la stratégie africaine de l'UE, demeurent infructueuses. Au niveau bilatéral, une importante collaboration entre les pays du Maghreb et l'UE s'est établie, dont il faut mentionner le récent partenariat de mobilité entre l'UE et le Royaume du Maroc, bien que ces initiatives soient toujours dans l'impossibilité de donner une réponse définitive et effective à ces crises.

Les révoltes et les transitions politiques des pays arabes qui ont débuté fin 2010 altèrent le flux migratoire des personnes, ce à quoi il faut ajouter une composante importante de réfugiés. Ensuite, la guerre de Libye laisse un vaste territoire de passage migratoire sans réglementation où se rejoignent des réfugiés d'Afrique orientale (Soudan, Érythrée et Somalie) et des migrants d'Afrique occidentale (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigéria et Cameroun). En définitive, la Méditerranée est le siège d'un scénario complexe où les personnes sont au cœur d'une problématique qui requiert une gestion fluide, concertée et multilatérale.

De nos jours, cependant, les récents naufragés de Lampedusa illustrent le fait que les seuls outils que l'UE et ses États membres proposent face à l'arrivée de personnes tentant la traversée de la Méditerranée, sont régis par une stricte logique de contrôle migratoire, indépendamment du fait qu'il s'agisse de réfugiés qui profitent de la faiblesse de l'État libyen pour fuir des situations de violence et d'insécurité. On néglige des réfugiés qui méritent un traitement humain conformément aux principes et aux valeurs de l'UE mais qui, cependant, doivent faire face à un programme de restriction à l'immigration de l'UE et à une législation défavorable en matière d'immigration de la part des États membres.

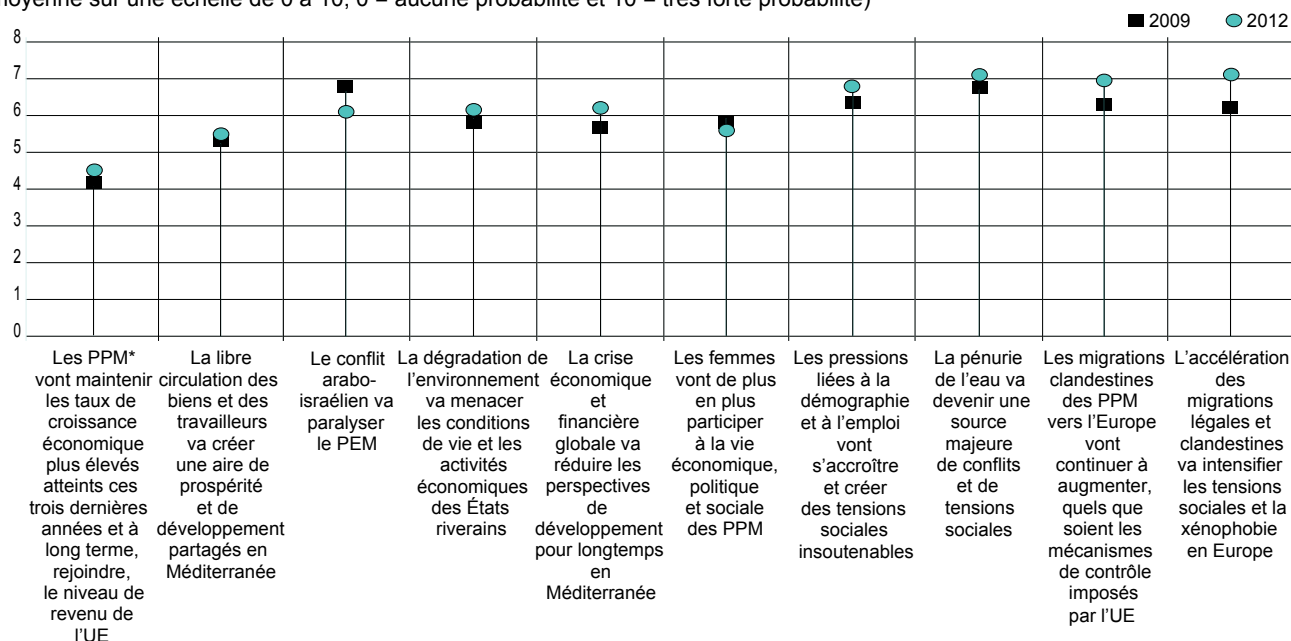
Dans le cas du Niger, les personnes décédées à Lampedusa étaient des migrants économiques, tout comme environ 80 000 personnes qui traversent tous les ans ce pays, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, pour rejoindre l'Europe en parcourant un itinéraire connu comme étant la route méditerranéenne occidentale, qui se dirige vers le détroit de Gibraltar en passant par l'Algérie et le Maroc. Cependant, le renforcement du contrôle frontalier sur cette route, en particulier depuis la collaboration entre l'UE et le Maroc établie en 2003, a contribué au déplacement vers une route centrale méditerranéenne, c'est-à-dire vers Lampedusa en passant par la Libye, où se regroupent d'autres flux de personnes comme celles mentionnées auparavant.

La question de fond réside dans le fait que la frontière méditerranéenne présente des défaillances structurelles importantes qui font que ces mesures n'empêcheront pas que de tels drames se répètent périodiquement. Les naufrages à Lampedusa et dans le détroit de Gibraltar sont la conséquence de la logique sécuritaire au nom de laquelle on veut sceller une frontière entre le nord développé et le sud en voie de développement. Car bien que la Méditerranée ne soit pas la seule zone d'intersection du monde entre le Nord et le Sud, c'est bien là que se retrouvent deux réalités opposées, surtout en matière de perspectives

Xavier Aragall, responsable des questions migratoires, au sein du département Politiques euroméditerranéennes. (IEMed)

### Hypothèses à moyen et long terme en Méditerranée

(moyenne sur une échelle de 0 à 10, 0 = aucune probabilité et 10 = très forte probabilité)



\* PPM: pays partenaires méditerranéen.

Source: Euromed Survey of Experts and Actors. Rethinking EuroMed Policies in a changed Mediterranean. IEMed, Barcelone 2013.

d'avenir de ses citoyens, l'une des principales raisons pour engager un processus d'immigration. Donc, l'application pratique de cette logique au moyen d'un système européen de surveillance des frontières extérieures et d'interception de flux migratoires irréguliers (Frontex) n'évitera pas de nouveaux drames d'immigrants et de réfugiés.

Depuis des années, l'UE a entrepris de renforcer ses frontières extérieures et surtout dans la Méditerranée qui était et qui est encore un scénario prioritaire. Cependant, ces naufrages démontrent clairement que le renforcement des frontières sert à limiter l'afflux de migrants mais en aucun cas à le stopper. Même le Parlement européen s'en est fait l'écho, en constatant que les itinéraires des flux migratoires dans la Méditerranée varient en fonction de la pression qui est exercée sur le contrôle frontalier et c'est donc pour cela qu'ils n'ont pas pu être freinés. Dans le meilleur des cas, ils ont réussi à les dévier.

Par ailleurs, le Maroc et l'Algérie, pays de transit de ces migrations, sont témoins d'une présence croissante de l'immigration d'origine subsaharienne dans leurs villes, sans qu'une réponse satisfaisante à ce phénomène soit apportée. Un rapport de Médecins sans Frontières de 2013 constate le manque de protection de ces personnes, très souvent victimes des réseaux de trafiquants. De même, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) du Maroc avertissait dans son rapport du mois de juillet de la nécessité de s'intéresser à la gestion de l'immigration irrégulière dans le

pays par des mesures dirigées à résoudre des situations de discrimination et à développer l'intégration des immigrants.

Simultanément, l'UE et les gouvernements du nord de la Méditerranée doivent commencer à développer des mesures conjointes avec les pays du sud visant à trouver une solution à la concentration d'immigration irrégulière aux niveaux des points frontaliers.

Cependant, il faut se demander pourquoi persiste encore l'approche de l'UE qui privilégie le mur frontalier. L'une des raisons est sans aucun doute la montée du rejet des étrangers au cours de ces dernières années en Europe. Ce qui est constaté par l'enquête que l'IE-Med réalise chaque année depuis 2009 auprès d'experts et d'acteurs-clés des relations entre l'Europe et les pays méditerranéens. De fait, les résultats de ces quatre dernières années indiquent que les migrations sont toujours présentes dans trois des cinq principaux scénarios du futur capables d'influer sur la réalité de la région. L'un d'entre eux établit une relation directe entre les migrations et la croissance des tensions sociales et de la xénophobie, ce que les interviewés considèrent même plus déterminant pour l'espace euroméditerranéen que le conflit toujours ouvert entre la Palestine et Israël ou tout aussi important que les redoutables conflits en cas de pénurie d'eau. Un autre scénario considère que l'immigration irrégulière en provenance des pays du sud de la Méditerranée ne peut que s'amplifier indépendamment des mécanismes de surveillance que pourrait imposer l'UE.



Source : "Med.2006. L'année 2005 dans l'espace euroméditerranéen." IEMed; Cidob. 2006.

Face à ce panorama prospectif, on peut constater pour l'instant que l'Europe renonce à considérer d'autres approches et persiste dans le maintien d'une perspective de contrôle et de surveillance frontalière qui gagne même du terrain, surtout à partir du moment où le contrôle aux frontières est considéré comme un élément clé pour la sécurité interne de l'UE et qu'il est conçu comme une réponse à l'instabilité économique, sociale et politique des pays voisins.

De fait, la gestion des frontières est au centre des politiques migratoires définies au niveau du Conseil européen, mais elle est aussi présente dans les domaines liés à la migration des plans d'action de la politique européenne de voisinage (PEV) que la Commission européenne a souscrit, entre autres, avec le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte.

Cette approche sécuritaire du dossier migratoire est en corrélation avec la progression continue d'opinions politiques qui trouvent dans le rejet des immigrants l'un de leurs principaux arguments idéolo-

giques. Le succès croissant du Front national en France, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), celui d'Aube Dorée en Grèce en sont des exemples les plus récents. Mais il ne s'agit pas non seulement de l'essor de partis nettement xénophobes en Europe, mais aussi de l'expansion, voire même de l'inclusion dans l'agenda politique de partis traditionnels, de quelques-unes de ces approches. Ainsi, le contrôle de l'entrée d'immigrants irréguliers et l'expulsion de ceux qui n'ont pas de permis de séjour, sont des éléments transversalement légitimés dans les systèmes de partis classiques européens et donc, dans les systèmes de la propre stratégie commune de l'UE.

Compte tenu du fait que le Conseil européen a reporté à juin 2014 toute suite à donner à ce sujet, on n'observe aucun positionnement stratégique, ni à moyen ni à long terme, de la part des principaux acteurs concernés pour mettre en commun un agenda entre le nord et le sud afin de jeter les bases visant à éviter que ces tragédies humaines se répètent. ■